

CHAPITRE VII. — *Dispositions modificatives, exécutives et d'entrée en vigueur*

Art. 17. Les règlements suivants sont abrogés

1° l'arrêté ministériel du 1 septembre 2003 portant délégation de certaines compétences en matière d'hébergement des services du Gouvernement flamand aux fonctionnaires du ministère de la Communauté flamande;

2° l'arrêté ministériel du 3 novembre 1993 portant délégation de certaines compétences en matière de logistique aux fonctionnaires du ministère de la Communauté flamande, modifié par les arrêtés ministériels des 28 février 1994 et 8 janvier 2001;

Art. 18. Le Gouvernement flamand arrête la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 19. La Ministre flamande ayant la gestion facilitaire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 11 juin 2004.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
B. SOMERS

Le Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Culture, de la Jeunesse et de la Fonction publique,
P. VAN GREMBERGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 2778

[2004/202228]

27 MAI 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 avril 1998 portant fixation des redevances à percevoir pour l'utilisation des aérodromes relevant de la Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 23 juin 1994 relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et aérodromes relevant de la Région wallonne, notamment l'article 5;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon des 23 décembre 1998 et 27 août 2002 modifiant l'arrêté du 9 avril 1998;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat et plus particulièrement l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 31 mars 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1^{er} avril 2004;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 5 mai 2004;

Considérant que la fixation des redevances sur les aérodromes correspond à une prise en charge partielle par les usagers du coût des installations et des services qui, de par leur nature, ne peuvent être fournis que par l'aérodrome concerné;

Considérant que, consciente des potentialités de développement économique et touristique susceptibles d'être générées par les aérodromes régionaux, la Région wallonne a émis le souhait de doter ceux-ci d'instruments juridiques adéquats leur permettant d'opter pour une gestion de type commercial;

Qu'elle souhaite confier l'exploitation commerciale des aérodromes à trois sociétés d'exploitation spécialement créées à cet effet par la S.A. Société wallonne des Aéroports;

Que ces sociétés auront le statut de filiales spécialisées au sens de l'article 31, § 1, du décret du 6 mai 1999 portant modification du chapitre V de la loi du 2 avril 1962 constituant une S.N.I. et des S.R.I.;

Vu qu'afin de remplir leur objet social, les sociétés d'exploitation seront liées avec la Région wallonne dans le cadre d'une concession de services et avec la SOWAER dans le cadre d'une sous-concession domaniale;

Considérant qu'il y a lieu de modifier l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 avril 1998 portant fixation des redevances à percevoir pour l'utilisation des aérodromes relevant de la Région wallonne tel que modifié par les arrêtés des 23 décembre 1998 et 27 août 2002 afin de permettre aux sociétés d'exploitation de percevoir les redevances à charge des usagers utilisant les aérodromes régionaux;

Vu l'urgence spécialement motivée pour les raisons suivantes :

Qu'actuellement, la SOWAER prend en charge certaines dépenses dans le cadre de l'exploitation des aérodromes;

Qu'il est urgent de lui permettre de percevoir le produit des redevances avant transfert de celui-ci aux sociétés d'exploitation dès leur constitution;

Que le plan financier des futures sociétés d'exploitation en voie de constitution doit tenir compte de la perception par les sociétés d'exploitation des redevances;

Qu'il est urgent de modifier l'arrêté du 9 avril 1998 afin de permettre la mise en place des sociétés d'exploitation;

Sur la proposition du Ministre qui a les Aéroports et Aérodromes dans ses attributions,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1. L'article 1^{er}, 2^o est modifié comme suit :

« 2^o autorité de l'aérodrome : membre du personnel de la Direction générale des Transports du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports chargé de la direction des aérodromes de Spa et Saint-Hubert ou membre du personnel de la société concessionnaire chargée de la direction de l'aérodrome de Cerfontaine ».

§ 2. Il est ajouté à l'article 1^{er} un 4^o libellé comme suit :

« 4^o société concessionnaire : la société bénéficiaire d'une concession de services visée à l'article 2 du décret du 23 juin 1994 relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et aérodromes relevant de la Région wallonne ou, à défaut, la S.A. Société wallonne des Aéroports. »

Art. 2. A l'article 2 de l'arrêté, après Saint-Hubert sont ajoutés les mots suivants :

« et de Cerfontaine ».

Art. 3. A l'article 3, § 1^{er}, les mots « 150 BEF » sont remplacés par les mots « € 3,70 » et les mots « 250 BEF » sont remplacés par les mots « € 6,20 ».

Art. 4. Le tableau figurant à l'article 3, § 2, est remplacé par le tableau suivant :

Poids de l'aéronef	par année	par trimestre	par mois	pour trois jours consécutifs
<1 T	€ 546	€ 162	€ 62	€ 19
entre 1 T et < 2 T	€ 918	€ 273	€ 100	€ 33
entre 2 T et < 3 T	€ 1.190	€ 360	€ 137	€ 40
entre 3 T et < 4 T	€ 1.490	€ 447	€ 174	€ 50
entre 4 T et < 5 T	€ 1.835	€ 546	€ 211	€ 62
entre 5 T et < 6 T	€ 2.232	€ 670	€ 248	€ 75
entre 6 T et < 7 T	€ 2.628	€ 794	€ 298	€ 87

Art. 5. § 1.A l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1 : « 60 BEF » est remplacé par « € 1,5 » et « 200 BEF » est remplacé par « € 5 ».

§ 2. l'article 4, § 1^{er}, alinéa 4 : le chiffre « six » est remplacé par le chiffre « quatre ».

§ 3. Il est ajouté un alinéa 5 libellé comme suit :

« Le stationnement extérieur s'effectue selon les emplacements disponibles et conformément aux injonctions de l'autorité de l'aérodrome agissant en concertation avec la société concessionnaire de l'aérodrome concerné ».

Art. 6. § 1. Le tableau repris sous l'article 4, § 2, 1^o, est remplacé par le tableau suivant :

	par année	par trimestre	par mois
par tonne €	186 €	87	€ 30

§ 2. Le tableau repris sous l'article 4, § 2, 2^o, est remplacé par le tableau suivant :

par année	par trimestre	par mois
€ 149	€ 55	€ 25

§ 3. Le tableau repris sous l'article 4, § 2, 3^o, est remplacé par le tableau suivant :

par année	par trimestre	par mois
€ 55	€ 23	€ 15

Art. 7. A l'article 4, il est ajouté un § 3 libellé comme suit :

« Dans le cadre du § 2, le stationnement extérieur s'effectue selon les emplacements disponibles et conformément aux injonctions de l'autorité de l'aérodrome agissant en concertation avec la société concessionnaire de l'aérodrome concerné. »

Art. 8. L'article 5 est abrogé.

Art. 9. § 1.A l'article 6, alinéa 1^{er} : « 100 BEF » est remplacé par « € 2,5 ».

§ 2. A l'article 6, alinéa 2 : « 55 BEF » est remplacé par « € 1,5 ».

Art. 10. A l'article 7, alinéa 2 : « 4 000 BEF » est remplacé par « € 100 ».

Art. 11. § 1. L'article 9, § 2, est remplacé par le texte suivant :

« § 2. En ce qui concerne les planeurs et les remorques pour planeur, les redevances et abonnements définis aux articles 3 et 4 dues par un usager sont réduits de :

1^o 20 % si ce même usager a payé au cours de l'année civile antérieure un montant total de ces redevances et abonnements compris entre € 1.250 et € 2.500;

2^o 35 % si ce même usager a payé au cours de l'année civile antérieure un montant total de ces redevances et abonnements compris entre € 2.501 et € 3.750;

3^o 50 % si ce même usager a payé au cours de l'année civile antérieure un montant total de ces redevances et abonnements de plus de € 3.750. »

§ 2. L'article 9, § 3, est supprimé.

§ 3. Un nouvel article 9, § 3, est inséré : « Les redevances dues pour l'atterrissage, le stationnement, l'utilisation des installations pour les passagers peuvent, à titre promotionnel, être réduites par le Ministre qui a les Aéroports dans ses attributions sur proposition de la société concessionnaire, notamment à l'occasion de l'organisation d'évènements. ».

Art. 12. Le titre du chapitre V est remplacé par le titre suivant : « De l'affectation du produit des redevances et de la perception ».

Art. 13. § 1. L'article 10, § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« La société concessionnaire bénéficie du produit des redevances et abonnements fixés au présent arrêté.

Les redevances et les abonnements sont perçus par la société concessionnaire, le cas échéant, à l'intervention du bureau de navigation de l'aérodrome concerné.

Ces redevances et abonnements sont payables au comptant au moment de la délivrance de la facture en euros, soit en espèces, en eurochèque ou par tout moyen de paiement électronique. »

§ 2. A l'article 10, § 3, les mots : « Le comptable ordinaire des recettes de l'aérodrome ou son délégué » sont remplacés par les mots suivants : « La société concessionnaire ».

§ 3. A l'article 10, § 3 : « 500 BEF » est remplacé par « € 12,5 ».

Art. 14. A l'article 11 les mots « sur proposition de la société concessionnaire » sont ajoutés après le mot « interdire ».

Art. 15. § 1. A l'article 12, alinéa 1^{er}, les mots « ou collectif sous abri » sont supprimés.

§ 2. A l'alinéa 2 les mots « 5 000 BEF » sont remplacés par « € 125 ».

Art. 16. A l'article 14, alinéa 2, les mots « au franc supérieur ou inférieur » sont remplacés par « au dixième d'euro supérieur ».

Art. 17. Les redevances perçues en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 avril 1998, tel que modifié par les arrêtés des 23 décembre 1998 et 27 août 2002 et portant sur tout ou partie de l'année 2004 ou des années suivantes sont transférées aux sociétés concessionnaires des aérodromes concernés.

Art. 18. Le Ministre qui a les Aérodromes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 19. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 13, § 1^{er}, qui entre en vigueur au 1^{er} janvier 2004.

Namur, le 27 mai 2004.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 2778

[2004/202228]

27. MAI 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. April 1998 zur Festlegung der Gebühren, die für die Benutzung der Flugplätze, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, zu erheben sind

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 23. Juni 1994 über die Schaffung und den Betrieb von Flughäfen und Flugplätzen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, insbesondere des Artikels 5;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 1998 und vom 27. August 2002 zur Abänderung des Erlasses vom 9. April 1998;

Aufgrund der koordinierten Gesetze über den Staatsrat und insbesondere Artikel 84 § 1 Absatz 1 2^o der koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Aufgrund des am 31. März 2004 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 1. April 2004 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 5. Mai 2004 abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

In der Erwägung, dass die Festlegung der Gebühren für die Flugplätze einer teilweisen Übernahme der Kosten seitens der Benutzer für die Anlagen und Dienstleistungen entspricht, die von ihrer Art aus lediglich von dem betroffenen Flugplatz bereitgestellt werden können;

In der Erwägung, dass die Wallonische Region, die sich des möglichen wirtschaftlichen und touristischen Entwicklungspotentials der regionalen Flughäfen bewusst ist, den Wunsch geäußert hat, diese mit den geeigneten juristischen Instrumenten zu versehen, die es ihnen ermöglicht, eine Betriebsführung gewerblicher Art zu bevorzugen;

In der Erwägung, dass sie die gewerbliche Nutzung der Flughäfen drei eigens hierfür durch die «Société wallonne des Aéroports (SOWAER)» (Wallonische Flughafengesellschaft) gegründeten Betriebsgesellschaften anvertrauen möchte;

In der Erwägung, dass diese Gesellschaften den Status spezialisierter Tochtergesellschaften im Sinne von Artikel 31 § 1 des Dekrets vom 6. Mai 1999 zur Abänderung des Kapitels V des Gesetzes vom 2. April 1962 zur Schaffung einer Nationalen Investitionsgesellschaft (S.N.I.) und Regionaler Investitionsgesellschaften (S.R.I.) haben werden;

Aufgrund der Tatsache, dass die Betriebsgesellschaften zur Erfüllung ihres Gesellschaftszwecks mit der Wallonischen Region im Rahmen einer Konzession von öffentlichen Diensten und mit der SOWAER im Rahmen einer domanialen Unterkonzession verbunden sein werden;

In der Erwägung, dass der Anlass besteht, den Erlass der Wallonischen Region vom 9. April 1998 zur Festlegung der Gebühren, die für die Benutzung der Flugplätze, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, zu erheben sind, abgeändert durch die Erlasse vom 23. Dezember 1998 und vom 27. August 2002 abzuändern, um den Betriebsgesellschaften die Erhebung der Gebühren zu Lasten der Benutzer der regionalen Flughäfen zu ermöglichen;

Aufgrund der aus folgenden Gründen besonders begründeten Dringlichkeit:

Die SOWAER übernimmt zur Zeit bestimmte Ausgaben im Rahmen der Betreibung der Flughäfen;

Sie soll dringend die Möglichkeit haben, den Erlös der Gebühren zu erheben bevor diese bei ihrer Gründung an die Betriebsgesellschaften übertragen werden;

Der Finanzplan der zukünftig gegründeten Betriebsgesellschaften muss die Erhebung der Gebühren durch die Betriebsgesellschaften berücksichtigen;

Es ist dringend, den Erlass vom 9. April 1998 abzuändern, um die Einsetzung der Betriebsgesellschaften zu ermöglichen;

Auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Flughäfen und die Flugplätze gehören,
Beschließt:

Artikel 1 - § 1. Artikel 1, 2° wird wie folgt abgeändert:

«2° Behörde des Flugplatzes: das mit der Leitung der Flugplätze Spa und Saint-Hubert beauftragte Personalmitglied der Generaldirektion des Transportwesens des Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen oder das mit der Leitung des Flugplatzes Cerfontaine beauftragte Personalmitglied der Konzessionsgesellschaft.»

§ 2. In Artikel 1 wird ein wie folgt verfasster Punkt 4° hinzugefügt:

«4° Konzessionsgesellschaft: die Gesellschaft, die im Sinne von Artikel 2 des Dekrets vom 23. Juni 1994 über die Schaffung und den Betrieb von Flughäfen und Flugplätzen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region, oder in Ermangelung dessen der "S.A. Société wallonne des Aéroports" (Wallonische Flughafengesellschaft) fallen, eine Konzession von öffentlichen Dienste erhalten.»

Art. 2 - In Artikel 2 des Erlasses werden nach Saint-Hubert die Worte «und Cerfontaine» hinzugefügt.

Art. 3 - In Artikel 3, § 1 wird «150 BEF» durch «€ 3,70» und «250 BEF» durch «€ 6,20» ersetzt.

Art. 4 - Die Tabelle in Artikel 3 § 2 wird durch folgende Tabelle ersetzt:

Gewicht des Luftfahrzeugs	pro Jahr	pro Trimester	pro Monat	für drei aufeinanderfolgende Tage
<1 T	€ 546	€ 162	€ 62	€ 19
zwischen 1 T und < 2 T	€ 918	€ 273	€ 100	€ 33
zwischen 2 T und < 3 T	€ 1.190	€ 360	€ 137	€ 40
zwischen 3 T und < 4 T	€ 1.490	€ 447	€ 174	€ 50
zwischen 4 T und < 5 T	€ 1.835	€ 546	€ 211	€ 62
zwischen 5 T und < 6 T	€ 2.232	€ 670	€ 248	€ 75
zwischen 6 T und < 7 T	€ 2.628	€ 794	€ 298	€ 87

Art. 5 - § 1. In Artikel 4 § 1 Absatz 1 wird «60 BEF» durch «€ 1,5» und «200 BEF» durch «€ 5» ersetzt.

§ 2. In Artikel 4 § 1 Absatz 4 wird die Zahl «Sechs» durch die Zahl «Vier» ersetzt.

§ 3. Ein wie folgt abgefasster Absatz 5 wird hinzugefügt:

«Das Parken im Freien erfolgt je nach verfügbaren Parkplätzen und gemäß den Anordnungen der Behörde des Flugplatzes, die im Einvernehmen mit der Konzessionsgesellschaft des betreffenden Flugplatzes handelt.»

Art. 6 - § 1. Die Tabelle in Artikel 4 § 2 1° wird durch folgende Tabelle ersetzt:

	pro Jahr	pro Trimester	pro Monat
pro Tonne	€ 186	€ 87	€ 30

§ 2. Die Tabelle in Artikel 4 § 2 2° wird durch folgende Tabelle ersetzt:

pro Jahr	pro Trimester	pro Monat
€ 149	€ 55	€ 25

§ 3. Die Tabelle in Artikel 4 § 2 3° wird durch folgende Tabelle ersetzt:

pro Jahr	pro Trimester	pro Monat
€ 55	€ 23	€ 15

Art. 7 - In Artikel 4 wird ein wie folgt abgefasster § 3 hinzugefügt:

«Im Rahmen des Paragraphen 2, erfolgt das Parken im Freien je nach verfügbaren Stellplätzen und gemäß den Anordnungen der Behörde des Flugplatzes, die im Einvernehmen mit der Konzessionsgesellschaft des betreffenden Flugplatzes handelt.»

Art. 8 - Artikel 5 wird aufgehoben.

Art. 9 - In Artikel 6 Absatz 1 wird «100 BEF» durch «€ 2,5» ersetzt.

§ 2. In Artikel 6 Absatz 2 wird «55 BEF» durch «€ 1,5» ersetzt.

Art. 10 - In Artikel 7 Absatz 2 wird «4 000 BEF» durch «€ 100» ersetzt.

Art. 11 - § 1. Artikel 9 § 2 wird durch folgenden Text ersetzt:

«§ 2. Was die Segelflugzeuge und die Anhänger für Segelflugzeuge betrifft, werden die in den Artikeln 3 und 4 festgelegten Gebühren und Abonnements, die von einem Benutzer zu zahlen sind, herabgesetzt, und zwar:

1° um 20%, wenn derselbe Benutzer im Laufe des vorherigen Kalenderjahres einen Gesamtbetrag dieser Gebühren und Abonnements zwischen € 1.250 und € 2.500 gezahlt hat;

2° um 35%, wenn derselbe Benutzer im Laufe des vorherigen Kalenderjahres einen Gesamtbetrag dieser Gebühren und Abonnements zwischen € 2.501 und € 3.750 gezahlt hat;

3° um 50%, wenn derselbe Benutzer im Laufe des vorherigen Kalenderjahres einen Gesamtbetrag dieser Gebühren und Abonnements von mehr als € 3.750 gezahlt hat.»

§ 2. Artikel 9 § 3 wird aufgehoben.

§ 3. Ein neuer Artikel 9 § 3 wird eingefügt: «Die für die Landung, das Parken und die Benutzung der Anlagen zugunsten der Passagiere zu zahlenden Gebühren können zwecks Förderungsmaßnahmen von dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Flugplätze gehören, und auf Vorschlag der Konzessionsgesellschaft herabgesetzt werden.»

Art. 12 - Der Titel des Kapitels V wird durch folgenden Titel ersetzt: «Verwendungszweck des Ertrags der Gebühren und der Erhebung».

Art. 13 - § 1. Artikel 10 § 1 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Die Konzessionsgesellschaft nimmt den in dem vorliegenden Erlass bestimmten Ertrag der Gebühren und der Abonnements in Anspruch.

Die Gebühren und Abonnements werden durch die Konzessionsgesellschaft gegebenenfalls durch Vermittlung des Navigationsbureaus des betreffenden Flugplatzes erhoben.

Diese Gebühren und Abonnements sind bei Aushändigung der Rechnung in Euro entweder bar, mit Eurocheque oder mittels jedem anderen elektronischen Zahlungsmittel zu begleichen.»

§ 2. In Artikel 10, § 3 wird der Wortlaut «Der ordentliche Rechnungsführer der Einnahmen des Flugplatzes oder sein Vertreter» durch folgenden Wortlaut ersetzt: «Die Konzessionsgesellschaft».

§ 3. In Artikel 10, § 3 wird «500 BEF» durch «€ 12,50» ersetzt.

Art. 14 - In Artikel 11 wird der Wortlaut «auf Vorschlag der Konzessionsgesellschaft» nach dem Wort «kann» hinzugefügt.

Art. 15 - § 1. In Artikel 12, Absatz 1 wird der Wortlaut «oder das Unterstellen in einem gemeinschaftlich genutzten Raum» gestrichen.

§ 2. In Absatz 2 wird «5 000 BEF» durch «€ 125» ersetzt.

Art. 16 - In Artikel 14, Absatz 2 wird der Wortlaut «nach oben oder nach unten» durch den Wortlaut «auf ein zehntel Euro nach oben» ersetzt.

Art. 17 - Die in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Region vom 9. April 1998, in ihrer durch den Erlass vom 23. Dezember 1998 und vom 27. August 2002 abgeänderten Fassung erhobenen Gebühren, die sich teilweise oder ganz auf das Jahr 2004 oder auf die darauf folgenden Jahre beziehen, werden auf die Konzessionsgesellschaften der betreffenden Flugplätzen übertragen.

Art. 18 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Flugplätze gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 19 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft, mit Ausnahme des Artikels 13 § 1 der am 1. Januar 2004 in Kraft tritt.

Namur, den 27. Mai 2004

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 2778

[2004/202228]

27 MEI 2004. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 april 1998 tot vaststelling van de bijdragen voor het gebruik van de vliegvelden die onder het Waalse Gewest ressorteren

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 23 juni 1994 betreffende de oprichting en de uitbating van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens en vliegvelden, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op de besluiten van de Waalse Regering van 23 december 1998 en 27 augustus 2002 tot wijziging van het besluit van 9 april 1998;

Gelet op de gecoördineerde wetten op de Raad van State, inzonderheid op artikel 84, § 1, eerste lid, 2°;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 31 maart 2004;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 1 april 2004;

Gelet op het advies van de Raad van State, uitgebracht op 5 mei 2004;

Overwegende dat bijdragen voor het gebruik van de vliegvelden opgelegd worden om een deel van de kosten van de installaties en de diensten die vanwege de aard ervan slechts door het betrokken vliegveld verleend kunnen worden, door de gebruikers te laten dragen;

Overwegende dat het Waalse Gewest de geschikte juridische middelen wenst te verstrekken aan de gewestelijke vliegvelden opdat ze voor een commercieel beheer zouden kunnen opteren, rekening houdende met hun mogelijkheden inzake toeristische en economische ontwikkeling;

Dat het Waalse Gewest de commerciële exploitatie van de vliegvelden wenst toe te vertrouwen aan drie exploitatiemaatschappijen die daartoe speciaal zijn opgericht door de « S.A. Société wallonne des Aéroports »;

Dat die maatschappijen het statuut van gespecialiseerde dochtermaatschappijen zullen hebben in de zin van artikel 31, § 1, van het decreet van 6 mei 1999 tot wijziging van Hoofdstuk V van de wet van 2 april 1962 tot oprichting van een Nationale Investeringsmaatschappij en van de gewestelijke investeringsmaatschappijen;

Gelet op het feit dat de exploitatiemaatschappijen om hun doel te vervullen gebonden zullen zijn met het Waalse Gewest in het kader van een dienstenconcessie en met de « SOWAER » in het kader van een domaniale subconcessie;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 9 april 1998 tot vaststelling van de bijdragen voor het gebruik van de vliegvelden die onder het Waalse Gewest ressorteren, zoals gewijzigd bij de besluiten van 23 december 1998 en 27 augustus 2002, gewijzigd moet worden opdat de exploitatiemaatschappijen de bijdragen van de gebruikers van de gewestelijke vliegvelden zouden kunnen innen;

Gelet op dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit :

dat sommige uitgaven in het kader van de exploitatie van de vliegvelden thans door de « SOWAER » gedragen worden;

dat de « SOWAER » de opbrengst van de bijdragen moet kunnen innen vóór de overheveling ervan naar de exploitatiemaatschappijen zodra die opgericht zijn;

dat het financiële plan van de toekomstige exploitatiemaatschappijen rekening moet houden met de inning van de bijdragen door die exploitatiemaatschappijen;

dat het besluit van 9 april 1998 dringend gewijzigd moet worden opdat de exploitatiemaatschappijen opgericht zouden kunnen worden;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheden het Beheer van de Luchthavens en Vliegvelden behoort,

Besluit :

Artikel 1. § 1. Artikel 1, 2^o, wordt gewijzigd als volgt :

« 2^o luchthavenautoriteit : personeelslid van het Directoraat-generaal Vervoer van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer belast met de directie van de vliegvelden van Spa en Saint-Hubert of personeelslid van de concessiegerechtigde maatschappij die belast is met de directie van het vliegveld van Cerfontaine. »

§ 2. Artikel 1 wordt aangevuld met een punt 4^o, luidend als volgt :

« 4^o concessiegerechtigde maatschappij : de maatschappij die de diensten bedoeld in artikel 2 van het decreet van 23 juni 1994 betreffende de oprichting en de uitbating van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens en vliegvelden in concessie krijgt of, bij gebreke daarvan, de "S.A. Société wallonne des Aéroports" ». »

Art. 2. In artikel 2 van het besluit worden na "Saint-Hubert" de woorden "en Cerfontaine" toegevoegd.

Art. 3. In artikel 3, § 1, wordt het bedrag « 150 BEF » vervangen door het bedrag « 3,70 » en het bedrag « 250 BEF » door het bedrag « 6,20 ».

Art. 4. De tabel in artikel 3, § 2, wordt vervangen door onderstaande tabel :

Gewicht van het luchtvaartuig	Per jaar	per kwartaal	per maand	voor drie opeenvolgende dagen
<1 T	€ 546	€ 162	€ 62	€ 19
tussen 1 T et < 2 T	€ 918	€ 273	€ 100	€ 33
tussen 2 T et < 3 T	€ 1.190	€ 360	€ 137	€ 40
tussen 3 T et < 4 T	€ 1.490	€ 447	€ 174	€ 50
tussen 4 T et < 5 T	€ 1.835	€ 546	€ 211	€ 62
tussen 5 T et < 6 T	€ 2.232	€ 670	€ 248	€ 75
tussen 6 T et < 7 T	€ 2.628	€ 794	€ 298	€ 87

Art. 5. § 1. In artikel 4, § 1, eerste lid, wordt « 60 BEF » vervangen door « € 1,5 » en « 200 BEF » door « € 5 ».

§ 2. Artikel 4, § 1, vierde lid : het cijfer « zes » wordt vervangen door het cijfer « vier ».

§ 3. Er wordt een vijfde lid toegevoegd, luidend als volgt :

« Het buitenparkeren gebeurt naar gelang van de beschikbare plaatsen en overeenkomstig de instructies van de vliegveldautoriteiten, die handelen in overleg met de concessiegerechtigde maatschappij van bedoeld vliegveld. »

Art. 6. § 1. De tabel onder artikel 4, § 2, 1^o, wordt vervangen door onderstaande tabel :

	Per jaar	per kwartaal	per maand
per ton	€ 186	€ 87	€ 30

§ 2. De tabel onder artikel 4, § 2, 2^o, wordt vervangen door onderstaande tabel :

per jaar	per kwartaal	per maand
€ 149	€ 55	€ 25

§ 3. De tabel onder artikel 4, § 2, 3^o, wordt vervangen door onderstaande tabel :

per jaar	per kwartaal	per maand
€ 55	€ 23	€ 15

Art. 7. Artikel 4 wordt aangevuld met een § 3, luidend als volgt :

« Overeenkomstig paragraaf 2 gebeurt het buitenparkeren naar gelang van de beschikbare plaatsen en overeenkomstig de instructies van de vliegveldautoriteiten, die handelen in overleg met de concessiegerechtigde maatschappij van bedoeld vliegveld. »

Art. 8. Artikel 5 wordt opgeheven.

Art. 9. § 1. In artikel 6, eerste lid, wordt « 100 BEF » vervangen door « € 2,5 ».

§ 2. In artikel 6, tweede lid, wordt « 55 BEF » vervangen door « € 1,5 ».

Art. 10. In artikel 7, tweede lid, wordt « 4 000 BEF » vervangen door « € 100 ».

Art. 11. § 1. Artikel 9, § 2, wordt vervangen als volgt :

« § 2. Wat de zweefvliegtuigen en de zweefvliegtuigtrailers betreft, worden de in de artikelen 3 en 4 bedoelde bijdragen en abonnementsprijzen verminderd met :

1° 20 % indien de gebruiker in de loop van het vorige kalenderjaar een totaalbedrag van € 1.250 à € 2.500 heeft betaald;

2° 35 % indien de gebruiker in de loop van het vorige kalenderjaar een totaalbedrag van € 2.501 à € 3.750 heeft betaald;

3° 50 % indien de gebruiker in de loop van het vorige kalenderjaar een totaalbedrag van meer dan € 3.750 heeft betaald.

§ 2. Paragraaf 3 van artikel 9 wordt geschrapt.

§ 3. Artikel 9 wordt aangevuld met een nieuwe § 3 : « De bijdragen voor de landing, het parkeren, het gebruik van de installaties voor passagiers kunnen bij wijze van bevordering verminderd worden door de Minister tot wiens bevoegdheden het Luchthavenbeheer behoort, met name bij de organisatie van belangrijke gebeurtenissen. »

Art. 12. Het opschrift van hoofdstuk V wordt vervangen door het volgende opschrift : « Bestemming van de opbrengst van de bijdragen en inning ».

Art. 13. § 1. Artikel 10, § 1, wordt vervangen als volgt :

« De opbrengst van de bij dit besluit vastgelegde bijdragen en abonnementsprijzen wordt overgemaakt aan de concessiegerechtigde maatschappij.

De bijdragen en abonnementsprijzen worden geïnd door de concessiegerechtigde maatschappij, in voorkomend geval, na tussenkomst van het luchtvaartbureau van bedoeld vliegveld.

De bijdragen en abonnementen worden contant betaald bij de afgifte van de factuur, in euro, in geld, met eurocheques of via elk elektronisch betaalmiddel. »

§ 2. In artikel 10, § 3, worden de woorden « De gewone boekhouder van de ontvangsten van het vliegveld of zijn afgevaardigde » vervangen door de woorden « de concessiegerechtigde maatschappij ».

§ 3. In artikel 10, § 3, wordt « 500 BEF » vervangen door « € 12,5 ».

Art. 14. In artikel 11 worden de woorden « op voorstel van de concessiegerechtigde maatschappij » toegevoegd na de woorden « verbod opleggen ».

Art. 15. § 1. In artikel 12, eerste lid, worden de woorden « of het parkeren in een gemeenschappelijke ruimte » geschrapt.

§ 2. In het tweede lid wordt het bedrag « 5 000 BEF » vervangen door het bedrag « € 125 ».

Art. 16. In artikel 14, tweede lid, worden de woorden « een hele frank naar boven of naar beneden » vervangen door « één tiende van een euro naar boven ».

Art. 17. De bijdragen geïnd overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 9 april 1998, zoals gewijzigd bij de besluiten van 23 december 1998 en 27 augustus 2002, die geheel of gedeeltelijk betrekking hebben op het jaar 2004 of de daaropvolgende jaren, worden overgemaakt aan de concessiegerechtigde maatschappij van de betrokken vliegvelden.

Art. 18. De Minister tot wiens bevoegdheden het Luchthavenbeheer behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 19. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 13, § 1, dat op 1 januari 2004 in werking treedt.

Namen, 27 mei 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA